

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 17 (2025)

Faits saillants

- ❖ Philippines : six accords bilatéraux signés avec la France lors de la visite du ministre du COMEXT, Laurent Saint-Martin
- ❖ Vietnam : objectif officiel de 8 % de croissance du PIB en 2025, contre 5,2 % prévus par le FMI
- ❖ Singapour : inflation sous-jacente à 0,5 % en g.a. en mars 2025, plus bas niveau depuis 4 ans

LE CHIFFRE À RETENIR

4,1 %

Croissance du PIB de
l'ASEAN attendue en
2025 (FMI, WEO 04/25)

Région

FMI : croissance prévue en 2025 de 4,1 % (-0,6 point)

Dans son rapport publié cette semaine sur les perspectives de l'économie mondiale (WEO) d'avril 2025, le FMI revoit nettement à la baisse ses perspectives pour les économies de l'ASEAN, avec une croissance moyenne attendue à 4,1 % en 2025 (-0,6 pt) et 3,9 % en 2026 (-0,7 pt), soit la plus forte révision à la baisse depuis la pandémie. Le Vietnam, particulièrement exposé aux chaînes de valeur mondiales, verrait sa croissance plafonner à 4,0 % en 2026, soit deux points en dessous des projections du WEO d'octobre 2024. La Thaïlande enregistrerait les performances les plus faibles de la région (1,8 % en 2025 puis 1,6 % en 2026), tandis que l'Indonésie et les Philippines conserveraient une dynamique plus soutenue, portées par une demande intérieure plus robuste. Face à ce ralentissement généralisé – qui traduit l'érosion du modèle de croissance tiré par les exportations –, fragilisé par la montée des barrières commerciales et la dépendance accrue à la demande technologique des pays avancés, le FMI appelle à un rééquilibrage des moteurs de croissance, fondé sur une plus forte demande intérieure. Cela implique d'élargir les filets de sécurité sociale, de soutenir la consommation privée dans les pays à endettement élevé, et de renforcer les capacités d'investissement à long terme dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Le rapport souligne également le rôle de l'intégration régionale, via des accords tels que le RCEP, qui peuvent atténuer les chocs externes et consolider les chaînes de valeur asiatiques.

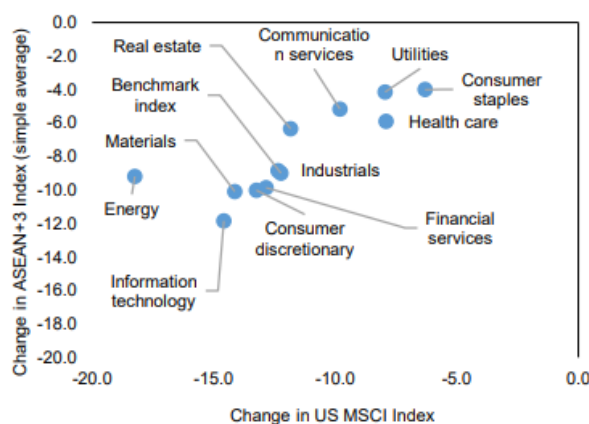
	Croissance annuelle					PIB (Md\$)
	Estimation	Prévisions		Écart par rapport à octobre 24		
		2024	2025	2026	2025	
Monde	3,3%	2,8%	3,0%	-0,4	-0,3	110 549
États-Unis	2,8%	1,8%	1,7%	-0,4	-0,3	29 185
UE	1,1%	1,2%	1,5%	-0,4	-0,2	19 413
Chine	5,0%	4,0%	4,0%	-0,5	-0,1	18 748
ASEAN	4,8%	4,1%	3,9%	-0,6	-0,7	3 951
Indonésie	5,0%	4,7%	4,7%	-0,4	-0,4	1 396
Singapour	4,4%	2,0%	1,9%	-0,5	-0,6	547
Thaïlande	2,5%	1,8%	1,6%	-1,2	-1,0	526
Philippines	5,7%	5,5%	5,8%	-0,6	-0,5	462
Vietnam	7,1%	5,2%	4,0%	-0,9	-2,0	459
Malaisie	5,1%	4,1%	3,8%	-0,3	-0,6	420
Birmanie	-1,1%	1,9%	2,1%	0,8	0,7	61
Cambodge	6,0%	4,0%	3,4%	-1,8	-2,8	47
Laos	4,3%	2,5%	2,0%	-1,0	-1,2	16
Brunei	4,2%	2,5%	2,6%	0,0	0,1	15

Source : FMI (WEO, avril 2025)

AMRO : tensions sur les marchés financiers

Dans une note publiée le 22 avril, l'AMRO (ASEAN+3 Macroeconomic Research Office) analyse l'impact des hausses tarifaires annoncées par les États-Unis sur les marchés financiers. L'étude met en évidence une réaction rapide et synchronisée des marchés actions, obligataires et de change au sein de l'ASEAN+3, avec une hausse généralisée des primes de risque, des sorties de capitaux et une montée des probabilités de défaut des entreprises, notamment dans les secteurs exposés aux chaînes de valeur mondiales (technologie, industrie, consommation discrétionnaire). L'indice de stress financier de l'AMRO (MSI), qui agrège volatilité boursière, spreads de crédit, taux souverains et risques de change, a fortement progressé après le 2 avril, en particulier dans les centres financiers comme Singapour et Hong Kong. En comparant cet épisode à la guerre commerciale de 2018, l'AMRO souligne que le choc actuel est plus large et plus systémique, avec des effets diffus sur l'ensemble de la région, y compris sur les économies les moins directement ciblées. L'étude identifie des vulnérabilités sectorielles : les entreprises opérant dans les secteurs cycliques enregistrent les plus fortes hausses de probabilité de défaut à un an, tandis que les secteurs défensifs (santé, services publics) résistent mieux. Enfin, l'AMRO recommande une surveillance accrue des secteurs exposés et appelle les autorités à maintenir un filet de sécurité en matière de liquidité et de communication pour contenir les risques de contagion financière.

Variations sectorielles (2 au 8 avril, %)



Source: indices MSCI, Bloomberg

Indonésie

FMI : croissance révisée à la baisse à 4,7 % en 2025-26

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance pour l'Indonésie à 4,7 % pour 2025 et 2026, contre 5,1 % en janvier dernier, selon son World Economic Outlook publié le 22 avril à la fois en raison des mesures douanières annoncées par les Etats-Unis et des politiques économiques menées par le nouveau gouvernement. La ministre des Finances, Sri Mulyani Indrawati, a également anticipé un impact négatif des tensions commerciales pouvant amputer la croissance de 0,3 à 0,5 point de PIB. Elle a toutefois souligné que cette correction restait modérée comparée à celle d'autres économies asiatiques plus exposées, comme la Thaïlande (-1,1 point) ou le Vietnam (-0,9 point). L'OCDE avait déjà ajusté ses prévisions en mars, abaissant la croissance attendue à 4,9 %, contre 5,2 % fin 2024. Le budget 2025 était quant à lui fondé sur une hypothèse de croissance de 5,2 %.

Maintien du taux directeur à 5,75 %

Bank Indonesia (BI) a maintenu son taux directeur à 5,75 %, inchangé depuis sa baisse de 25 points de base en janvier, dans un contexte d'incertitude mondiale accrue liée aux tensions commerciales, notamment après l'annonce d'une hausse des droits de douane américains de 10 % supplémentaires sur l'ensemble des importations des Etats-Unis, et qui pourrait aller jusqu'à 32 % pour l'Indonésie à compter du mois de juillet. Le gouverneur Perry Warjiyo a justifié cette décision par la volatilité des marchés et les pressions qui s'exercent sur la roupie, cette dernière s'échangeant à 16 871 IDR pour 1 USD le 23 avril, proche du seuil symbolique de 17 000 IDR/1 USD. Si une hausse des taux directeur pourrait soutenir la monnaie, elle risquerait aussi de freiner la croissance en alourdissant le coût du crédit. Dans ce contexte, le règlement de la banque centrale n°5/2025 marque une inflexion de la politique de BI, en élargissant son mandat au soutien à la croissance économique. Certains observateurs estiment qu'un assouplissement monétaire reste possible si les tensions extérieures se dissipent.

CATL réduit de 65 % son investissement dans un projet de fabrication de batteries électriques

Le géant chinois des batteries CATL a revu à la baisse son projet d'investissement dans une unité de production de batteries pour véhicules électriques en Indonésie, réduisant l'investissement initial de 1,2 Md à 417 M USD, et la capacité annuelle de production de 15 à 6,9 GWh. Cette décision reflète un ajustement face à une demande mondiale plus faible que prévue et à des perspectives de rendement revues à la baisse. Malgré ce recul, les autorités indonésiennes affirment que la feuille de route industrielle reste intacte. Le projet, situé à Karawang (Java Ouest), reste stratégique pour l'ambition du pays de devenir l'un des trois plus grands producteurs mondiaux de batteries d'ici 2027. Par ailleurs, plus tôt cette semaine, la société sud-coréenne LG Energy Solution s'est retirée du projet "Titan", un projet intégré de 8,4 Md USD couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des batteries, après cinq ans de négociations sans aboutissement. Le gouvernement indonésien a annoncé que Zhejiang Huayou Cobalt, une entreprise chinoise, remplacera LG en tant qu'investisseur stratégique dans ce projet.

Malaisie

Premières estimations de croissance à 4,4 % au T1 2025 en dessous des attentes

Selon les premières estimations du département des statistiques malaisien (DOSM), la croissance s'est établie à +4,4 % au premier trimestre 2025 en glissement annuel (après +5,0 % au quatrième trimestre 2024), en dessous des attentes (consensus à +4,8 %). Ce ralentissement s'explique notamment par la contraction de l'industrie extractive (6 % du PIB ; -4,9 % en g.a.) en lien avec la baisse de production d'hydrocarbures (-6 % en g.a. sur les deux premiers mois de l'année). L'expansion du PIB est restée soutenue par les secteurs des services (60 % du PIB ; +5,2 % en g.a.) et manufacturier (23 % ; +4,2 % en g.a.) ainsi que par celui de la construction (4 % du PIB ; +14,5 % en g.a.), porté par les projets d'infrastructures et de centres de données. La valeur ajoutée agricole (6 % du PIB) n'a de son côté progressé que faiblement (+0,7 % en g.a.).

Nouvelle modération de l'inflation en mars

La hausse des prix à la consommation a continué à ralentir en mars à 1,4 % en g.a. contre 1,5 % en février. Les services et biens d'informations et communications et l'habillement ont notamment enregistré des baisses respectives de 5,4 % et de 0,2 % en g.a. L'inflation sous-jacente (hors éléments volatils tels que les produits frais et les prix réglementés par le gouvernement) se maintient pour sa part à 1,9 % en g.a., portée par les secteurs de l'alimentation (+3,7 % en g.a.), du logement et des services d'approvisionnement en eau et énergie (+2,3 % en g.a.), des transports (+2,3 % en g.a.) et de la restauration et de l'hôtellerie (+2,9 % en g.a.).

Des exportations tirées par l'anticipation des hausses tarifaires par les importateurs américains

L'excédent commercial malaisien (9,2 Md USD) a augmenté de 20,1 % en g.a. au premier trimestre avec une hausse de 4,4 % en g.a. des exportations (85,1 Md USD) et une croissance modérée des importations (75,8 Md USD ; +2,8 % en g.a.). Les ventes à l'étranger ont été portée principalement par le secteur électrique et électronique (E&E ; 42 % du total ; +19,7 % en g.a.) et la filière huile de palme (8 % ; +14,4 % en g.a.) tandis qu'elles ont chuté de 54,3 % en g.a. pour les hydrocarbures et les produits pétroliers raffinés (7 % du total). Les produits E&E sont également demeurés les principaux contributeurs aux importations malaisiennes (37 % du total ; +24,5 % en g.a.) avec le secteur pétrolier (12 % ; 30,4 % en g.a.) et les machines et équipements (8 % ; +10,6 % en g.a.). Troisième destination des exportations malaisiennes (15,2 % du total), les Etats Unis ont été les principaux contributeurs à la hausse observée au premier trimestre avec une augmentation de 36,5 % en g.a., après une accélération en mars de 50,8 % en g.a. dans la perspective de l'augmentation des droits de douanes américains. Le pays reste le troisième partenaire commercial de la Malaisie (12,1 % du total des échanges malaisiens ; +29,9 % en g.a.), après la Chine (20,3 % y compris Hong Kong ; +7,6 % en g.a.) et Singapour (13,7 % ; +5,8 % en g.a.).

Singapour

Niveau d'inflation le plus bas en quatre ans

L'inflation sous-jacente (hors prix des transports et du logement) à Singapour a atteint 0,5 % en g.a. en mars 2025, son niveau le plus bas depuis quatre ans, selon les données publiées par l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI). Ce recul, le sixième consécutif, s'explique par une modération des hausses de prix dans la quasi-totalité des composantes de l'indice, à l'exception de l'alimentation. L'indice global des prix à la consommation (CPI-All Items) est resté stable à 0,9 %, l'augmentation des prix alimentaires et du transport privé étant compensée par une baisse des coûts du logement, de l'énergie et des services. La MAS prévoit que l'inflation sous-jacente et globale restera contenue, entre 0,5 % et 1,5 % sur l'ensemble de l'année, en raison de conditions mondiales favorables à la désinflation et du maintien de subventions publiques sur les services essentiels. Cette dynamique ouvre la voie à une éventuelle nouvelle détente de la politique monétaire, si les risques désinflationnistes se confirment d'ici les réunions prévues en juillet et octobre.

FMI : croissance prévue en 2025 de 2 %

Dans sa mise à jour du World Economic Outlook publiée le 24 avril, le FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance pour Singapour, désormais attendue à 2 % en 2025 contre 2,5 % anticipés en octobre 2024. À l'instar des autres pays de la région, ce ralentissement marqué – après une croissance de 4,4 % en 2024 – s'inscrit dans un contexte de tensions commerciales mondiales exacerbées par les hausses tarifaires américaines et la détérioration des relations sino-américaines.

Plusieurs ministres passent le relais

À l'approche des élections générales prévues le 3 mai 2025 et dans un contexte de transition au sein de l'exécutif singapourien, le vice-Premier ministre Heng Swee Keat a confirmé son retrait de la vie politique, aux côtés de 19 autres députés sortants du Parti d'action populaire (PAP), dont les ministres Teo Chee Hean (Affaires intérieures), Ng Eng Hen (Défense) et Maliki Osman (Affaires étrangères). Âgé de 64 ans, Heng Swee Keat fut une figure centrale de la 4^e génération de leadership (4G) et un temps pressenti pour succéder au Premier ministre. Il a occupé plusieurs fonctions clés au sein de l'administration, notamment comme gouverneur de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) puis ministre des Finances, où il avait notamment coordonné les réponses budgétaires à la crise sanitaire en 2020.

Vietnam

Maintien de l'objectif d'une croissance de 8 % en 2025

Malgré l'aggravation des incertitudes mondiales et la menace imminente de tarifs douaniers réciproques imposés par les États-Unis, le Vietnam reste déterminé à atteindre son objectif de croissance du PIB de 8 % pour 2025. Cette volonté, mise en avant dans une résolution publiée par le gouvernement à la suite d'une récente réunion gouvernementale sur l'évaluation de la situation socio-économique du premier trimestre 2025, reflète non seulement un certain optimisme, mais aussi une préparation stratégique à absorber les chocs externes grâce à des politiques coordonnées et flexibles. Pour rappel, le Vietnam a enregistré une croissance de 6,9 % au T1-2025. L'activité a été tirée notamment par l'industrie, avec une hausse de 7,8 % de l'indice de la production industrielle (IPI), ainsi que par les services, qui ont enregistré une croissance de 7,7 % sur la période. Au cours du T1, le pays a enregistré un nouveau record de touristes étrangers pour un trimestre, avec plus de 6 millions de touristes étrangers. Les ventes au détail de marchandises et de services ont augmenté de 9,9 %. Les échanges extérieurs poursuivent leur hausse avec une augmentation des exportations de 10,6 % pour atteindre 102,8 Md USD et des importations de 17 % et 99,7 Md USD sur la période. L'inflation qui s'est élevée à la fin du 1^{er} trimestre à 3,2 % en g.a., reste inférieure à la cible fixée par le gouvernement.

11 Md USD d'entrées d'IDE au T1-2025

Ce montant qui correspond au montant aux investissements enregistrés est en croissance de 34,7 % par rapport à la même période de l'année dernière. Les IDE décaissés ont atteint 5 Md USD, chiffre en augmentation de 7,2 % en g.a.. La Chine (Hong Kong inclus) devient le premier investisseur étranger au Vietnam avec 1,5 Md USD, 13,6 % du total des IDE. Elle est suivie de Singapour, cité-Etat par laquelle passent de nombreux investisseurs étrangers (1,3 Md USD, 11,8 % du total des IDE), de Taïwan (368 M USD, 3,3 % des IDE) et du Japon (341,8 M USD, 3,1 % des IDE).

Le terminal T3 de l'aéroport de Tan Son Nhat à Ho Chi Minh-Ville accueille ses premiers vols

Vietnam Airlines (VNA) a annoncé le transfert progressif de ses liaisons intérieures du terminal T1 de l'aéroport de Tan Son Nhat de Ho Chi Minh-Ville vers le terminal T3. Le premier vol de la compagnie nationale a décollé du nouveau terminal le 17 avril dernier. L'intégralité des vols de VNA sera transférée vers le nouveau terminal le 28 avril, à l'exception de ceux à destination de Ca Mau, Rach Gia et Con Dao. Vietjet prévoit également de déplacer l'intégralité de ses activités vers le nouveau terminal dans les prochaines semaines. D'une capacité annuelle de 20 millions de passagers, l'ouverture de ce nouvel équipement vise à désengorger l'aéroport, aujourd'hui le plus fréquenté du pays. Sa capacité théorique annuelle de 28 millions de passagers a été largement dépassée avec 39,8 millions de voyageurs en 2024. Le terminal T1, aujourd'hui saturé, ne peut théoriquement accueillir que 15 millions de passagers annuellement, générant régulièrement de longues files d'attente. À plus long terme, la mise en service du nouvel aéroport de Long Thanh, dont l'ouverture est désormais prévue d'ici le 31 décembre 2026 au plus tard, contribuera également à soulager le trafic aérien de la mégapole.

Thaïlande

FMI : prévision de croissance pour 2025 à 1,8 %

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance pour la Thaïlande en 2025 de 2,9 % à 1,8 % (la plus faible d'Asie du Sud-Est), en raison de la montée des tensions commerciales et de l'annonce par le président américain des droits de douane réciproques le 2 avril. La prévision pour 2026 est quant à elle réduite à 1,6 % contre 2,6 %, alors que le gouvernement n'a pas encore revu à la baisse sa prévision de 3 % pour l'année 2025. La prévision de la croissance mondiale est estimée par le FMI à 2,8 % en 2025, pour rebondir à 3 % en 2026, la Thaïlande ayant donc de moins bonnes perspectives que les pays de la région d'Asie du Sud Est à moyen terme.

Menace de droits de douane sur les exportations de panneaux solaires vers les États-Unis

Le département du Commerce des Etats-Unis propose que les trois principaux producteurs thaïlandais de cellules et modules photovoltaïques, dont le chinois Trina Solar, soient taxés entre 375 et 972 % sur leurs exportations vers les Etats-Unis. Le Vietnam, la Malaisie et le Cambodge font face à des mesures similaires, après que des usines chinoises se soient installées en Asie du Sud-Est pour contourner les barrières d'entrée sur le marché américain depuis la Chine. La Thaïlande exporterait 3,7 Md USD de cellules et modules photovoltaïques vers les Etats-Unis selon l'administration américaine. Le gouvernement thaïlandais n'a pas encore réagi à la mesure, dont l'impact pour l'économie thaïlandaise pourrait être limité selon la banque Krungsri qui affirme que la Thaïlande importe de nombreux panneaux solaires car sa production reste faible. Les Etats-Unis calculent ces nouveaux droits « réciproques » en additionnant subventions et marges de dumping qui fausseraient la concurrence avec les producteurs américains. L'administration américaine affirme évaluer ces marges, en se « fondant sur les faits disponibles, avec inférence défavorable » des pays concernés. Les droits de douane doivent être acceptés par la commission du commerce international – une agence américaine indépendante - avant d'entrer en vigueur, la décision devrait être rendue en juin.

Le riz thaïlandais de nouveau malmené par une chute de 30 % des exportations

Les exportations de riz de la Thaïlande ont chuté de 30 % au premier trimestre 2025, atteignant 2,1 M tonnes, selon l'Association thaïlandaise des exportateurs de riz. Ce repli s'explique par la reprise des exportations indiennes et la suspension des commandes de l'Indonésie. Le secteur subit également les conséquences de prix plus élevés que ses voisins, le riz jasmin thaïlandais coûtant 1 000 USD par tonne soit 72 % de plus que le riz vietnamien. Le riz blanc est le plus touché, avec une baisse de 53 % des exportations, tandis que les ventes de riz jasmin et étuvé ont légèrement augmenté. L'association maintient pour l'instant son objectif annuel de 7,5 M tonnes exportées en 2025. À cela s'ajoutent les incertitudes liées au taux de change du baht et à la hausse des coûts logistiques, notamment après l'annonce américaine d'un tarif supplémentaire sur les marchandises transportées par des navires construits en Chine. Les tensions sur le commerce avec les États-Unis, troisième marché en volume mais premier en valeur pour le riz jasmin thaïlandais, pourrait accentuer les difficultés de la filière si les 36 % de droits de douane annoncés le 2 avril venaient à être appliqués.

Philippines

Un projet d'émission de Bons du Trésor destinés à financer la modernisation des forces armées

Le ministère philippin des Finances envisage d'émettre des « obligations de défense » pour financer un programme de modernisation des forces armées (AFP). Ce plan, appelé « Re-Horizon 3 », prévoit des acquisitions militaires d'un montant total de 35 Md USD sur dix ans. Les banques locales, prêtes à soutenir cette émission obligataire, estiment qu'un volume annuel de 200 à 300 Md PHP (3,5 à 5,3 Md USD) est réalisable. Les investissements ciblent notamment des missiles sophistiqués, des navires de guerre et des avions de chasse. Un contrat de 375 M USD a déjà été conclu avec l'Inde pour l'achat de missiles BrahMos. Ce projet intervient dans un contexte de tensions accrues avec la Chine en mer de Chine méridionale, alors que les forces armées philippines et américaines ont entamé le 21 avril des exercices militaires conjoints de grande ampleur, baptisés « Balikatan », pour une durée de trois semaines sur le sol philippin.

La France et les Philippines signent six accords bilatéraux lors de la visite du ministre du Commerce extérieur, Laurent Saint-Martin

À l'occasion de la visite à Manille du ministre français du Commerce extérieur, Laurent Saint-Martin, six accords bilatéraux ont été signés entre la France et les Philippines lors d'une cérémonie à la Résidence de France. Une déclaration conjointe entre le ministre Saint-Martin et son homologue philippin des Transports, Vince Dizon, a ouvert la voie à une coopération renforcée dans le développement des infrastructures ferroviaires et maritimes. Deux contrats de maintenance ont également été signés : l'un entre OCEA et les Garde-côtes philippins, l'autre entre Air France Industries et Cebu Pacific. Toujours dans le secteur des transports, un protocole d'accord a été conclu entre le ministère philippin des Transports (DOTr) et la société Hydrogène de France pour accompagner la décarbonation du transport maritime. Par ailleurs, une lettre d'intention a été signée entre la start-up française Ascendance Flight Technologies et Philjets Aero Charter Corp. pour envisager des collaborations dans l'aviation décarbonée. Enfin, l'AFD et le CIRAD ont accordé une subvention de 1 M EUR pour financer un programme de recherche sur l'agriculture résiliente au changement climatique et le développement des indications géographiques. La cérémonie s'est conclue par une conférence de presse réunissant une vingtaine de journalistes et de nombreux médias locaux, dont les principales chaînes de télévision du pays.

Négociations avec Washington pour un accord tarifaire « mutuellement avantageux »

Le conseiller spécial du Président pour les Affaires économiques, Frédéric Go, s'est dit confiant quant à la possibilité de conclure un accord « mutuellement avantageux » avec les États-Unis, avant les négociations commerciales prévues début mai. Il conduira une délégation à Washington pour discuter des droits de douane américains sur les exportations philippines, actuellement fixés à 17 %. Si le secteur maritime exprime des inquiétudes quant à l'impact de ces tarifs sur les flux commerciaux, certaines entreprises envisagent de tirer parti des Philippines comme plateforme de production alternative à la Chine.

Cambodge

Les panneaux solaires photovoltaïques dans le viseur américain

Le 21 avril 2025, le ministère américain du Commerce a annoncé imposer une moyenne de 651 % de droits (anti-dumping et/ou anti-subsventions) sur les panneaux en provenance du Cambodge. C'est un vieux dossier qui avait vu les Etats-Unis imposer des droits anti-contournement à des entreprises chinoises installées au Cambodge, en Malaisie, en Thaïlande et au Vietnam le 1^{er} juin 2024 (les produits de ces entreprises ayant été frappés antérieurement de droits anti-dumping au départ de Chine). Les panneaux exportés de Malaisie, Thaïlande et Vietnam subiront des droits de 34,41 %, 375,19 % et 395,85 % respectivement ; moindres que pour le Cambodge, mais de nature à bloquer concrètement toute exportation (hormis, peut-être, de Malaisie). Les produits de quatre entreprises installées au Cambodge – Jintek Photovoltaic Technology, Hounen Solar, ISC Cambodia, Solar Long PV-Tech – supporteront les droits les plus élevés car elles ont refusé de coopérer avec les autorités américaines. En 2024, le Cambodge avait exporté pour 830 M USD de panneaux solaires, en baisse de 60 % par rapport à 2023. Le Royaume fait les frais, une nouvelle fois, de la guerre commerciale ouverte entre Washington et Pékin.

Port touristique international de Kampot en service

Le port touristique international de Kampot, situé au sud-ouest du pays, est officiellement entré en service le 21 avril. Construit sur 4,25 ha, ce port est financé par la Banque asiatique de développement à hauteur de 10 M USD, dans le cadre de son projet de développement des infrastructures touristiques. Cette nouvelle infrastructure vise à renforcer la connectivité des îles et à stimuler le tourisme côtier. Exploité par la société locale AZ Builders, le port touristique international de Kampot facilite l'accès aux îles prisées des touristes comme Koh Rong, Koh Rong Sanloem et Koh Sdach. Toutefois, il ne dispose pas à ce stade de liaison internationale. Ses quais ne lui permettent toutefois que d'accueillir des bateaux d'un tirant d'eau inférieur à 3 mètres. Le Cambodge compte désormais 119 ports, dont 88 ports fluviaux et 31 ports côtiers. Deux ports ont une vocation internationale, ceux de Phnom Penh et de Sihanoukville. Ils seront rejoints assez rapidement par celui de Kampot, en cours de développement.

Laos

Toujours plus tourné vers la Chine

En 2024, la Chine est devenue le second partenaire commercial de la Chine. Leur commerce bilatéral s'est élevé à 8,2 Md USD. Les exportations laotiennes ont atteint 4,5 Md USD (+ 21,4 %) quand les exportations chinoises s'élevaient à 3,7 Md USD (+ 9,8 %). Les exportations laotiennes sont principalement constituées de produits miniers et agricoles. Du coup, le Laos dégage un excédent commercial d'un peu moins de 800 M USD. Ce faisant, la Chine a ravi la place de second partenaire commercial du Laos au Vietnam en 2023. Elle reste encore derrière la Thaïlande, mais finira par la dépasser. S'agissant des investissements, en revanche, les entreprises chinoises sont déjà au premier rang. En revanche, le financement de projets de coopération est en baisse et n'a représenté que 70 M USD en 2024, à l'image des difficultés financières très fortes que traverse la Chine (à titre de comparaison, mais dans le même mouvement, la Chine n'a accordé aucun financement au Cambodge en 2024, une première). Enfin, les touristes chinois ont été 1,05 million à se rendre au Laos en 2024, en troisième position derrière les Thaïlandais et les Vietnamiens.

Nouvelle loi sur les cultures

Le projet de nouvelle loi sur le développement de l'agriculture est examiné par le ministère de la justice. Elle doit permettre de renforcer le rôle de l'agriculture au cœur du développement socio-économique du pays. C'est que ce secteur devra remplir de très nombreux objectifs, pas toujours évidents à concilier. Le secteur visera le développement de grandes cultures, à une échelle plus industrielle, tout en améliorant la qualité des produits, une partie des enfants souffrant encore de malnutrition. Cela passera notamment par une amélioration des rendements grâce à une diffusion des meilleures techniques et un usage raisonné des intrants. Dans le même temps, et bien que le pays ne manque pas de terre, il faudra veiller à éviter la déforestation, dont les pratiques agricoles actuelles sont la première cause. Et, afin de favoriser une plus forte valeur ajoutée des exportations – les produits agricoles arrivant en tête des exportations derrière l'électricité –, il est prévu de développer la transformation des produits agricoles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr